

Youri ROUBINSKI et Marina ARZAKANYAN (Dir.), *Russie – France. 300 ans des relations particulières*

РОССИЯ – ФРАНЦИЯ: 300 ЛЕТ ОСОБЫХ ОТНОШЕНИЙ / ОТВ. РЕД. Ю. И.
РУБИНСКИЙ, М. Ц. АРЗАКАНЯН

Varoujean Poghosyan



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/12572>
DOI : 10.4000/ahrf.12572
ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2012
Pagination : 271-274
ISBN : 978-2-200-92762-2
ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Varoujean Poghosyan, « Youri ROUBINSKI et Marina ARZAKANYAN (Dir.), *Russie – France. 300 ans des relations particulières* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 370 | octobre-décembre 2012, mis en ligne le 28 janvier 2013, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/12572> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.12572>

Ce document a été généré automatiquement le 24 avril 2022.

Tous droits réservés

Youri ROUBINSKI et Marina ARZAKANYAN (Dir.), *Russie – France. 300 ans des relations particulières*

РОССИЯ – ФРАНЦИЯ: 300 ЛЕТ ОСОБЫХ ОТНОШЕНИЙ / ОТВ. РЕД. Ю. И.
РУБИНСКИЙ, М. Ц. АРЗАКАНЯН

Varoujean Poghosyan

RÉFÉRENCE

Youri ROUBINSKI Et Marina ARZAKANYAN (Dir.), РОССИЯ – ФРАНЦИЯ: 300 ЛЕТ ОСОБЫХ ОТНОШЕНИЙ / ОТВ. РЕД. Ю. И. РУБИНСКИЙ, М. Ц. АРЗАКАНЯН. МОСКВА: «РОСИЗО», 2010, 328 с [Youri ROUBINSKI et Marina ARZAKANYAN (dir.), *Russie – France. 300 ans des relations particulières*], Moscou, éd. Rosizo, 2010, 328 p. [prix non ind.]

- 1 Youri Roubinski et Marina Arzakanyan ont récemment réuni dans un volume les communications des participants d'un colloque international d'historiens français et russes, qui a eu lieu à Paris en octobre 2009. Ce recueil comprend vingt-huit articles dans lesquels les auteurs abordent différents problèmes touchant à l'histoire des relations diplomatiques et culturelles entre la Russie et la France du XVIII^e siècle à nos jours. Parmi les articles publiés, cinq seulement portent sur l'époque pré-révolutionnaire et impériale, dont quatre sont sortis de la plume de nos confrères russes.
- 2 L'article d'Alexandre Tchoudinov se distingue par son importance scientifique. Il est consacré à la préhistoire de la conclusion du traité commercial franco-russe de 1787, qu'il analyse dans le contexte des relations internationales de la deuxième moitié du XVIII^e siècle. D'après son récit, basé non seulement sur les sources imprimées, mais également sur les documents inédits des Archives du Ministère des Affaires étrangères français, les relations entre la France et la Russie étaient assez compliquées dans les

années 1760-1770. L'auteur discute des causes de cette tension, en mettant l'accent sur la signification de la « barrière orientale », l'un des principes dominants de la politique extérieure adoptée depuis longtemps par la France. Comme il le note, celle-ci avait à cette époque modifié son orientation : si la France était jadis désireuse de soutenir la Suède, la Pologne et l'Empire Ottoman, afin de faire face à l'Empire des Habsbourg, elle poursuivait, par contre, au milieu du XVIII^e siècle, le but d'enrayer par la « barrière » mentionnée la poussée contre l'Europe de la Russie, ce pays « despotique » et « insuffisamment civilisé ». L'auteur souligne l'importance de cette dernière circonstance qui intéressait les gouvernements de la France encore plus que leurs intérêts commerciaux.

- 3 Ce fut à l'époque de Louis XVI que l'amélioration entre les relations de ces pays s'est déjà fait sentir. Alexandre Tchoudinov met en évidence les actions des deux parties dans le but d'atteindre ce rapprochement : la médiation de la France lors de la conclusion de la convention entre la Russie et la Turquie en 1779, la position de l'Empire russe en faveur de la France pendant la guerre d'Indépendance, et surtout le rôle décisif de la France en 1783, lors du règlement de la confrontation entre la Russie et l'Empire ottoman, en vertu de quoi la Crimée a été incluse dans la Russie. Comme cette adjonction a assuré à la Russie un accès à la Mer Noire, l'auteur n'a nul doute que ce fut cet événement primordial qui a contribué au développement des relations (en premier lieu économiques) entre la France et la Russie. Sans négliger les différents obstacles qu'on a eu à surmonter, il met en valeur l'intérêt que les dirigeants des deux pays prêtaient à la prospérité des relations commerciales. Alexandre Tchoudinov a raison d'apprécier le rôle des hommes d'État des deux pays, surtout celui du prince Grigori Potemkine, gouverneur des régions du Sud de la Russie, dans la conclusion du traité commercial du 11 janvier 1787. Il me semble que toutes ses interprétations et conclusions sont convaincantes.
- 4 Le second article qui est en relation avec l'époque prérévolutionnaire, est rédigé par Irène Zaytséva : « La collection des livres français de l'impératrice Catherine II ». L'auteur suit minutieusement le sort de la riche bibliothèque personnelle de l'impératrice russe, qui se trouvait à sa disposition durant les douze dernières années de sa vie, et qu'elle a léguée à son petit-fils, le futur tsar Alexandre I^{er}. En se référant au « Registre » de cette bibliothèque, document important qu'elle a découvert dans les Archives d'État historiques russes, Irène Zaytséva précise le nombre des livres personnels de Catherine II, qu'on a transmis en 1817 au Lycée impérial : ce document indique 256 titres soit presque 1 000 volumes appartenant à l'impératrice. La majeure partie des bibliothèques des empereurs russes se trouvent à l'heure actuelle à Ekaterinbourg et seulement 50 titres (représentant 84 volumes) de la collection personnelle de Catherine II ont été rendus au musée du Lycée de Saint-Pétersbourg. À travers ces livres rares dont les titres figurent dans le « Registre », elle précise les principaux intérêts de l'impératrice russe, à savoir la philosophie, la littérature, l'histoire, l'éthique et la morale. En constatant sa passion pour la lecture dès sa jeunesse, son intelligence et sa grande érudition, l'auteur note que la bibliothèque de l'impératrice a été essentiellement composée de livres français (91 livres seulement sur 1 000 étaient en allemand et en russe). Donc, comme elle l'écrit, « bon gré, mal gré, Catherine II avait transmis les valeurs de la culture française à la société russe » (p. 90). C'est sa conclusion essentielle, que je partage.

- 5 Deux articles sont dédiés aux relations diplomatiques de l'époque napoléonienne. Celui d'Oleg Sokolov est consacré à « La première tentative de la conclusion d'une alliance franco-russe à l'époque de Napoléon. Bonaparte et Paul Ier ». En dépit de la prétention de l'auteur de présenter « tout ce qui s'est passé sous une nouvelle lumière » (p. 93), il n'apporte en réalité presque rien de neuf dans la vision de cette alliance manquée (sauf quelques détails secondaires qui ne modifient point le tableau général bien connu depuis longtemps).
- 6 Cet article est apparemment rédigé d'après les traditions du courant apologétique de Napoléon. L'auteur se limite à avancer des jugements élogieux à son égard : dès lors, le général Bonaparte se dresse devant le lecteur comme une sorte de « sauveur », qui n'a accompli le coup d'État de Brumaire que sur sa décision personnelle. On ne trouve même pas la moindre allusion à l'activité des « révisionnistes » et aux préparations entreprises préalablement par eux, quand « l'épée » qu'ils cherchaient se trouvait encore en Égypte. D'ailleurs, citons que leurs actions et vues ont été étudiées en profondeur par l'historien russe Djoutchi Tougan-Baranovski dans son livre *Napoléon et le pouvoir (l'époque du Consulat)*, (en russe, Balachov, 1993). Les interprétations plus objectives du rôle de Bonaparte dans ce coup d'État, avancées depuis longtemps par de grands spécialistes de l'époque, tels Georges Lefebvre, Albert Manfred et d'autres (soutenues par Jacques Godechot : voir sa recension sur le *Napoléon Bonaparte* d'Albert Manfred dans les *AHRF*, 1982, n° 249, p. 493-495), lui sont probablement inconnues, ou inconcevables pour lui. C'est peut-être parce que ces historiens se soulevaient résolument contre la conception d'Albert Vandal, adoptée par l'auteur.
- 7 La politique de Bonaparte, surtout celle de l'intérieur, est pour lui hors de critique, car, d'après lui, le Premier consul avait réglé, et même « brillamment », tous les problèmes brûlants dressés devant le pays (p. 99). Comme il l'affirme, « toute la nation s'était ralliée » autour de Bonaparte, même avant la bataille de Marengo [sic] (p. 100). Il n'est peut-être pas au courant de l'activité énergique des royalistes à l'époque du Consulat (voir par exemple le livre détaillé de Jean-Paul Bertaud, *Les royalistes et Napoléon*, Paris, 2009), ni de celle de l'opposition démocratique non plus. D'ailleurs, Victor Daline a étudié en profondeur la politique de Bonaparte à l'égard des babouvistes (Victor Daline, « Napoléon et les babouvistes », *Questions d'histoire*, en russe, 1970, n° 7, p. 190-204 ; traduction française : *AHRF*, 1970, n° 201, p. 409-418), et Djoutchi Tougan-Baranovski a consacré une monographie à l'activité des républicains : (Djoutchi Tougan-Baranovski, *Napoléon et les républicains. (De l'histoire de l'opposition républicaine en France de 1799 à 1812)*, en russe, Saratov, 1980).
- 8 D'après l'auteur, Nathan Eydelman, auteur russe, est le premier à avoir réfuté en 1982 la version erronée de la folie de Paul I^{er} (p. 93). En réalité le premier chercheur qui l'a discutée et l'a réfutée à la fois, c'est Hugh Ragsdale (« The Mental Condition of Paul », dans *id.* (dir.), *Paul I: A Reassessment of His Life and Reign*, University of Pittsburgh, 1979, p. 17-30). Notons que les interprétations de ce dernier sont présentées plus qu'en détail dans son livre publié plus tard : *Tsar Paul and the Question of Madness. An Essay in History and Psychology*, New York, 1988.
- 9 Oleg Sokolov explique le désir de Paul Ier de se rapprocher de la France pour réaliser ses visées extérieures, en notant une fois de plus les différences entre les régimes politiques existant en France et en Russie (p. 107, 111). Or il me semble que l'attitude très bienveillante de Paul à l'égard du consul Bonaparte a été principalement motivée par des circonstances politiques. Le tsar russe, partisan déterminé de la restauration

des trônes déchus en Europe, ce qui n'a pas échappé à l'attention de l'auteur (p. 95-96), avait reconnu en Bonaparte le fossoyeur du régime républicain. C'est cette considération qui a conditionné sa position envers Bonaparte et a contribué au changement de son orientation dans la sphère des relations internationales ; et c'est ce que j'ai tâché de montrer dans mon livre sur *Le coup d'État du 18 fructidor de l'an V en France* (en russe, Erevan, 2004). Notons, toutefois, qu'Oleg Sokolov se borne à faire rapidement allusion à ces circonstances politiques dans son dernier livre sur *La bataille de deux empereurs. 1805-1812* (en russe, Moscou, 2012, p. 707).

- 10 Je crois que ce n'est pas commode, du moins pour un historien, de supposer la probabilité, sinon la possibilité, du développement des événements du passé en se référant au mot « si ». Oleg Sokolov croit donc que si, l'alliance entre la Russie et la France avait été conclue, ces pays auraient pu « écraser la marine de guerre de la [Grande-]Bretagne » et devenir des puissances dominantes, non seulement en Europe, mais aussi dans le monde entier (p. 111). C'est sans doute une exagération de supposer que les marines de guerre de ces pays auraient pu vaincre celles de l'Angleterre.
- 11 L'article d'Oleg Sokolov est rempli non seulement de jugements discutables, voire erronés, mais aussi de contradictions. Citons le fait le plus spectaculaire : après le coup d'État de Brumaire les hostilités entre la coalition et la France continuaient, et c'est ce qu'il indique (p. 99). En émettant encore une fois des jugements élogieux à l'égard du Premier consul qui a « battu à plate couture » les Autrichiens à la bataille de Marengo (p. 100) (on ne trouve pas même un mot sur le rôle décisif du général Desaix dans cette victoire), il conclut : « À peine commencée, la guerre a été terminée » [?] (p. 100). On est tout simplement étonné de lire quelques pages plus loin la rupture de l'armistice par les Autrichiens, la victoire remportée par le général Moreau à Hohenlinden et la conclusion de la paix à Lunéville (p. 108-109).
- 12 En somme, d'après son récit, on peut conclure que le général Bonaparte, devenu l'empereur Napoléon I^{er}, était omnipotent. Notons que ses « sympathies sincères » envers Napoléon, qui apparaissent déjà dans ses autres ouvrages, ont récemment suscité la critique de l'un des historiens russes (Victor Bezotosni, *Russie et Europe à l'époque de 1812. Stratégie et géopolitique*, en russe, Moscou, 2012, p. 15-16).
- 13 La paix de Tilsit a fait l'objet de multiples recherches en URSS et a suscité bien des discussions ; Eugène Tarlé, Albert Manfred, Vladlen Sirotkin et beaucoup d'autres l'on abordée dans leurs études, en avançant des explications parfois incompatibles. Par exemple, étant sûr que « l'alliance avec la Russie fut celle de deux parties égales en droits », Albert Manfred affirmait que « la paix de Tilsit signifiait qu'à ce jour la France n'avait plus d'ennemis sur le vieux continent européen » (Albert Manfred, *Napoléon Bonaparte*, en français, Moscou, 1980, p. 461). Par contre, Vladlen Sirotkin proposait sa version, d'après laquelle après Tilsit la lutte contre Napoléon « n'a que changé de forme » (Vladlen Sirotkin, *Le duel de deux diplomaties. Russie et France en 1801-1812*, en russe, Moscou, 1966, p. 105 ; *id*, *Napoléon et la Russie*, en russe, Moscou, 2000, p. 126).
- 14 Youri Roubinski nous présente sa vision du traité de Tilsit dans un article spécial. Son approche est analytique et plutôt théorique. En brochant d'abord le tableau des relations internationales des années précédentes, il émet la certitude que toutes les concessions d'Alexandre I^{er} à Napoléon étaient douteuses. L'auteur considère l'échec de Tilsit comme légitime, parce que les deux parties n'ont pas réussi à résoudre les problèmes territoriaux, surtout le sort des possessions de l'Empire ottoman dans les Balkans, qui se trouvaient au centre de leurs intérêts. L'adhésion de la Russie au blocus

continental (d'ailleurs formelle dans son ensemble, car le traité donnait toutes les possibilités à la Russie de continuer ses relations commerciales avec les pays neutres) n'était point compatible avec les intérêts économiques de la Russie. Je me borne à citer ces deux causes principales qui, d'après Youri Roubinski, avaient conduit à la rupture des relations entre ces pays, et qui à son tour les a conduits à la confrontation militaire de 1812. Autrement dit, il s'approche plutôt de la conception de Vladlen Sirotkin que de celle d'Albert Manfred.

- 15 L'ouvrage publie aussi l'article de Marie-Pierre Rey, « Alexandre Ier à Paris : la France et l'idée de l'Europe en 1814-1815 », dont l'auteur avoue que son article se base sur ses réflexions qui ont été déjà présentées dans son livre *Alexandre Ier*, Paris, 2009.